

Paul van Zeeland en 1945) s'intéresse essentiellement à la section française de la Ligue Européenne de Coopération Economique (LECE), fondée à l'initiative de P. van Zeeland et J. Retinger en 1946. Jean Vanwelkenhuyzen (Paul van Zeeland et la politique étrangère de la Belgique de 1935 à 1937) axe sa contribution sur l'évolution de la politique de défense au cours des années où van Zeeland occupe les fonctions de premier ministre. L'auteur n'a pas crainte de défendre la "politique d'indépendance" menée par la Belgique en réponse à la montée des périls: "Léopold III et ses ministres ont uni leurs efforts pour réaliser la seule politique qui fût possible". Il n'empêche que cette politique a abouti à un échec cuisant, en 1940. Pascal Deloge (Paul van Zeeland et les questions de sécurité) s'interroge sur la logique de la pensée zeelandienne dans le domaine de la défense, essentiellement au cours de l'après-guerre. Il souligne qu'il fut un défenseur acharné à la fois de la souveraineté belge, de la coopération européenne, et de l'atlantisme. Il fut également parmi ceux qui ont introduit la réflexion économique dans le domaine de la politique de sécurité. Pour sa part, Vincent Dujardin expose brièvement quelques points controversés du rôle joué par van Zeeland dans le domaine de la politique intérieure belge (défense de l'Occident chrétien, question royale, Plan Schuman, question scolaire, indépendance du Congo). A partir de 1962, après quelques années de retraite politique, van Zeeland mène campagne en faveur d'un fédéralisme provincial en Belgique, afin de lutter contre les tendances de bipolarisation du pays entre Flamands et Wallons. Ce dernier combat, ainsi que ses répercussions politiques et médiatiques, est présenté par Sébastien Dubois.

Nous devons regretter quelques fautes de frappe, qu'une relecture attentive du manuscrit aurait facilement pu éviter (p. 15: "contexte international ...", p. 16: leadership, p. 20: "à son bon fonctionnement", p. 60 note 42: België, l'esprit, Mais, p. 63 note 53: "Koning", p. 64: "Front populaire", p. 65 et 80: "indépendance" et "simplement" en un seul mot).

Au total, voici un petit volume qui apporte des éléments complémentaires d'information, par rapport à la thèse de doctorat défendue par Brigitte Henau, publiée en 1995, et à la biographie de Paul Van Zeeland, publiée par Vincent Dujardin et Michel Dumoulin en 1997. En attendant des recherches plus approfondies, désormais basées sur les papiers accessibles, de divers aspects des activités foisonnantes de cet homme d'Etat.

Université d'Artois

THIERRY GROBOIS

Enrico CASTELLI GATTINARA, *Les inquiétudes de la raison: épistémologie et histoire en France dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Librairie philosophique J. Vrin, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1998, 338 p.

Face aux "inquiétudes de la raison" qui, au début du XXe siècle, se marquaient dans les domaines les plus divers, la pensée française, loin de vouloir renoncer au rationalisme qui la caractérise, a opéré, de manière presque inconsciente mais néanmoins spécifique, une ouverture à l'histoire qui, en retour, lui a permis de sauvegarder ce rationalisme, quitte à l' "assouplir" et à l' "ouvrir" précisément grâce à la prise de conscience de son historicité. Il s'est ainsi établi une double articulation entre histoire et épistémologie, même s'il faut bien reconnaître que cette rencontre, qui aurait pu être davantage médiatisée par l'histoire des sciences, est restée somme toute lacunaire. C'est donc à l'étude historique et philosophique de ces relations nouées entre épistémologie, histoire et histoire des sciences (pour faire front contre la crise de la raison) qu'est consacré ce livre.

Après avoir tracé le paysage de cette crise et fait entrevoir comment l’histoire pouvait y répondre, l’Auteur parcourt différents penseurs qui ont ressenti la nécessité de l’histoire tout en l’utilisant de manière purement instrumentale (L. Brunschvicg, É. Meyerson, A. Rey). Abordant le problème du déterminisme scientifique, il essaie de repérer, chez ces trois auteurs, une connexion entre leur position en la matière et leur prise de conscience de la nécessité de l’histoire, avant de tracer une “petite sociologie de la période et [des] débats des années 30”, pour enfin retrouver plus directement la question du déterminisme en histoire. Mais alors que les “philosophes épistémologies” précités s’étaient contentés d’utiliser l’histoire de manière instrumentale afin de dynamiser la raison, H. Berr fait de l’histoire l’axe principal de sa philosophie synthétique, tandis que les *Annales d’histoire économique et sociale* commencent à mettre les sciences au service de l’histoire, et non plus l’inverse. Quant aux historiens de profession, avec L. Febvre, ils opèrent le passage de l’“histoire-science” à l’“histoire-problème”, en l’occurrence celui de la certitude au problème et de la confiance à l’inquiétude. Enfin, l’Auteur examine ce qu’il en est du côté des épistémologues (à savoir G. Bachelard—très (trop ?) présent tout au long du livre—et A. Koyré), pour, assez paradoxalement, retrouver H. Bergson à la fin de son parcours. On l’aura compris: cette monographie ne trace pas seulement l’histoire de l’historiographie française dans l’entre-deux-guerres, mais relisant cette histoire sous un angle bien spécifique (il s’agit bien de la publication d’une *thèse* dans toutes les acceptions du terme), elle opère un plaidoyer en faveur de l’histoire qui, seule, serait à même de préserver la raison de la sclérose, en la maintenant continuellement dans un dynamisme souple et accueillant.

Mais ce livre, qui regrette l’absence de rencontres entre épistémologues, historiens et historiens des sciences, réussira-t-il lui-même à intéresser ces différents publics et donc à provoquer, ne fut-ce que brièvement, leur rencontre autour de ce travail? Il est permis d’en douter, car historiens et historiens des sciences le jugeront sans doute, à tort ou à raison, trop “philosophique”. Il reste donc à écrire un plaidoyer peut-être spéculativement moins brillant, mais que l’on puisse davantage recommander aux lecteurs des trois professions concernées. Enfin, à l’heure des correcteurs orthographiques automatiques, nous regretterons amèrement les *innombrables* coquilles qui entachent ce livre publié, pourtant, par une très bonne maison d’édition.

Université Catholique de Louvain

JEAN-FRANÇOIS STOFFEL

S. GOYARD-FABRE, *L’État moderne 1715–1848*, Paris, Vrin, 2000.

Cet ouvrage collectif s’inscrit dans une série de travaux consacrés à l’histoire des idées et des doctrines. Après deux volumes consacrés à l’État Baroque (1610–52) et l’État Classique (1652–1715), sous titrés ‘regards sur la pensée politique de la France’, ce livre est consacré à l’État moderne. Le sous-titre *Regards sur la pensée politique de l’Europe occidentale entre 1715 et 1848* élargit la perspective, qui se veut européenne.

L’ouvrage s’attache à explorer les figures de l’État moderne, “de la mort de Louis XIV aux révolutions européennes de 1848” (postface de S. Goyard-Fabre, p. 307).

Comme de nombreux ouvrages collectifs, les contributions sont variées. On y trouve surtout des analyses de lexique ou de concepts. Les contributions sur “le désir de paix au moment d’Utrecht-Rastadt” (A. Robinet), “l’État chez Machiavel” (R. Polin), “le Despotisme” (éclairé) (la double contribution de C. Porset et J. Ehrard), “la Constitution et le Constitutionnalisme” (M. Troper, L. Jaume), “l’Utilitarisme” (René Sève), “le Républicanisme” (Jean Ferrari, Alain Renaut), “le Cosmopolitisme” (Jean Ferrari), “la Contre-Révolution” (P. Raynaud). Quelques études sont consacrées à la conception de